

QUELQUES EXTRAITS DU RAPPORT DE Mme BONINO ,
SUITE A L'AVIS DONNE PAR LA COMMISSION JURIDIQUE :

Il importe de s'interroger sur le fait que les principes élaborés en cette matière et proposés aux états membres soient restés sans suite depuis le vote de la résolution "Macciocchi" de 1983.

Le Conseil Européen, approuvant l'acte unique, l'a précédé d'un préambule qui affirme notamment que les états et les institutions de la CEE sont décidés à promouvoir ensemble la démocratie en se basant sur les droits fondamentaux établis par les constitutions des états membres, par la Convention Européenne des Droits de l'Homme et par la Charte Sociale Européenne. Les compétences octroyées aux Communautés Européennes dans le domaine des droits "fonctionnels" ne peut plus être niée. Or, si l'objection de conscience en tant que telle ne peut pas faire l'objet à priori, d'une décision communautaire, les conséquences de la situation cahotique et extrêmement différenciée du statut des objecteurs de conscience à l'intérieur des pays membres, autorise à dire que cette situation porte certainement atteinte aux droits rentrant dans le cadre des compétences communautaires.

En effet, tant la liberté de circulation que la non-discrimination ne sont pas respectées, ni garanties par certains statuts actuels régissant l'objection de conscience qui prévoient, dans de nombreux cas, une période de service civil double, à celle du service militaire sans tenir compte de la Grèce où ce droit n'est même pas reconnu.

D'après l'examen des législations existantes, il ressort clairement que la situation actuelle est particulièrement insatisfaisante car elle crée en quelque sorte plusieurs catégories de citoyens, sinon objecteurs, à l'intérieur d'un même espace juridique et ceci eu égard notamment aux articles 7, 48, 118, 119 qui garantissent la libre circulation et la non-discrimination. Le libellé de l'art. 48 sur la libre circulation des jeunes et des travailleurs invoque la possibilité de limiter le droit pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique. De toute évidence les limites existantes à la libre circulation des objecteurs ne rentrent pas dans ces catégories...

Qu'en est-il des états membres ? (note du dactylo)

RÉSOLUTION

sur l'objection de conscience

Le Parlement européen,

- vu l'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme, qui garantit le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion,
- vu la résolution 337 (1967) et la recommandation 816 (1977) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, relatives au droit à l'objection de conscience,
- vu les législations des États membres de la Communauté relatives au droit à l'objection de conscience,
- vu la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et la déclaration commune du Parlement, du Conseil et de la Commission (*) par laquelle ces institutions ont souligné l'importance primordiale qu'elles attachent au respect des droits fondamentaux tels qu'ils résultent notamment de la convention européenne des droits de l'homme,
- vu les propositions de résolutions (doc. 1-796/80, doc. 1-803/79 et doc. 1-224/80),
- vu les pétitions n° 14/80, 19/80, 26/80 et 42/80,
- vu le rapport de la commission juridique et l'avis de la commission politique (doc. 1-546/82),

1. rappelle que le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion compte parmi les droits fondamentaux ;
2. constate que la protection de la liberté de conscience implique le droit de refuser d'effectuer le service militaire armé, et celui de se retirer de ce service pour des raisons de conscience ;

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur l'objection de conscience

Le Parlement européen,

- vu la pétition no 81/85 sur l'objection de conscience, déposée par M. Olivier Dupuis et 13.000 autres citoyens de la Communauté européenne,
- vu l'article 109, paragraphe 1er du Règlement,

- A. rappelant la résolution adoptée le 7 février 1983 (1) sur l'objection de conscience, résolution qui jette les bases d'une uniformisation des législations reconnaissant, dans les États membres de la Communauté, l'objection de conscience,
- B. constatant que trois ans environ après l'adoption de cette résolution, ni les gouvernements des États membres ni la Commission européenne n'ont pris une initiative dans le sens souhaité,
- C. estimant que les disparités actuelles et les mesures répressives adoptées dans certains États membres à l'encontre des objecteurs de conscience sont préjudiciables au processus d'intégration européenne,

3. observe que nul tribunal ou nulle commission ne peut pénétrer la conscience d'un individu et qu'une déclaration individuellement motivée doit donc suffire, dans l'immense majorité des cas, à obtenir le statut d'objecteur de conscience ;

4. affirme que l'accomplissement d'un service de remplacement tel qu'il est prévu par la résolution 337 (1967) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ne peut être considéré comme une sanction et qu'il doit être organisé dans le respect de la dignité de la personne concernée et pour le bien de la collectivité, avant tout dans le domaine social et dans celui de l'aide et de la coopération au développement ;

5. estime que la durée de ce service de remplacement, lorsqu'il est effectué au sein d'une administration ou d'une organisation civile, ne devrait pas excéder la durée du service militaire ordinaire, y compris les exercices militaires faisant suite à la période de formation militaire de base ;

6. insiste sur la nécessité de rapprocher les législations des États membres de la Communauté en ce qui concerne le droit à l'objection de conscience, son statut, les procédures à appliquer en la matière et le service de remplacement ;

7. souligne qu'il est nécessaire que les procédures soient conçues de façon à ne pas causer de retards et de complications administratives supplémentaires, comme c'est souvent le cas actuellement ;

8. invite les gouvernements et les parlements des États membres de la Communauté à examiner leurs législations respectives dans ce domaine ;

9. soutient les efforts en vue de créer un droit de l'homme à l'objection de conscience au sein de la convention des droits de l'homme ;

10. charge son président de transmettre la présente résolution à la Commission, aux gouvernements ainsi qu'aux parlements des États membres, et à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

résolution Macciocchi de 83

proposition de résolution en 87

→ suite page suivante

D. rappelant les déclarations faites par la Commission européenne lors de la séance du Parlement européen du 13 novembre 1985,

E. soulignant les travaux en cours au sein des institutions du Conseil européen en vue de la création éventuelle d'un droit à l'objection de conscience,

F. conscient de ce que les différences et les discriminations présentes dans les dispositions reconnaissant l'objection de conscience et fixant les modalités d'accomplissement d'un service civil de remplacement ont des répercussions sur l'accès des jeunes au marché du travail et leur libre circulation dans la Communauté, et qu'elles pèsent lourdement sur les chances des jeunes Européens en matière de formation professionnelle, d'emploi, de sécurité sociale, de droits politiques et syndicaux,

G. rappelant la déclaration du Conseil européen des 25 et 26 juin 1984 à Fontainebleau, qui souhaite la création de comités nationaux de volontaires européens de l'aide au développement, regroupant les jeunes Européens désireux de participer à des projets de développement du tiers monde, et considérant les rapports du comité ad-hoc "Europe des citoyens" ainsi que l'Acte final du Conseil européen des 28 et 29 juin 1985 à Milan, qui donnent mission à la Commission et aux Etats membres d'arrêter les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre des propositions relatives au volontariat dans le tiers monde,

H. soulignant la nécessité de permettre à ceux qui accomplissent un service de remplacement de participer au développement des pays de l'hémisphère Sud et à la lutte contre la faim, et de reconnaître, en conséquence, la contribution que les objecteurs de conscience pourraient apporter à la diminution des menaces pour notre sécurité,

I. soulignant que l'objection de conscience ne se présente pas comme une exemption de participation à la défense de la Communauté mais comme une manière différente de contribuer à cette défense,

1. demande que les Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires pour modifier leurs dispositions législatives conformément à la présente résolution et à celle du 7 février 1983 (2);

2. invite la Commission et les Etats membres à arrêter les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions contenues dans les deux rapports du comité "Adonnino" en ce qui concerne l'organisation d'un volontariat dans le tiers monde et la possibilité d'effectuer un service civil dans le cadre de la lutte contre la faim et du développement de l'hémisphère Sud;

3. charge la Commission de préparer, et le Conseil d'adopter, une directive communautaire relative au rapprochement des législations nationales reconnaissant l'objection de conscience, de façon à ce que les principes contenus dans la résolution du Parlement européen du 7 février 1983 et dans la présente résolution ait force contraignante dans tous les Etats membres, conformément à la proposition de directive jointe en annexe;

4. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, aux ministres des Affaires étrangères et aux gouvernements des Etats membres.

La parole
est
à l'Europe



ET
AUX
OBJECTEURS !

LAW
PROFILE

Rick Lawrent

THE EUROPEAN COMMUNITY'S AIMS

To establish constantly an ever closer union between the peoples of Europe by a concerted action to assure social and economical progress by removing barriers which divide Europe, to encourage the improvement of living standards and working conditions and to safeguard peace and freedom, the European Community has, since the 50's, worked to institutionalize peace, and created community links in which the solidarity would prevent the return to old confrontations known in Europe before.

In 1957, by the Rome's Treaty, the European Community, composed by states fundamentally linked to democracy, granted itself legal means to follow concretely the efforts in political and economical fields.

To realize the European Parliament's tasks, work systems divided themselves in 18 specialized commissions, on fields specific to the Community's activity.

The European Community functioning is such as the responsibilities to decide are divided up in several organs :

- The European Parliament which assures the citizens participation and exercises democratic control.
- The Council, comprises 12 ministers according to the treated subjects, which take final decisions and adopt community laws.
- The Commission, consisting of 17 commissioners, which propose community laws, see to it that treaties are respected and administer common policies.
- The Court of Justice which passes judgement on disputes arising from the application and interpretation of community law.
- The European Council, composed by the 12 Heads of state, plus the Commission's president, which dedicate to making political choices for the EC .

EUROPE AND HUMAN RIGHTS

Although such terms as human rights and fundamental freedoms do not appear anywhere in the treaties, the Court of Justice considers that in safeguarding these fundamental rights it is bound to draw inspiration from the international treaties for the protection of human rights on which the member states have collaborated. In 1977, in a common declaration, the European parliament, the Council and the Commission have undertaken to respect all the fundamental rights laid down in the constitution of each individual member state and the European Convention of the Council of Europe in the exercise of their powers and in pursuance of the aims of the European Communities. Signed in 1950 by ministers of 15 European countries, they considered that the enjoyment of social rights should be secured without discrimination on grounds of race, colour, sex, language, religion, political opinion, national extraction or social origin.

CONSCIENTIOUS OBJECTION

RECOGNIZED ONLY THEORETICALLY

In 1980, during a plenary sitting, the European parliament sent the bill on conscientious objection for further discussion to the committee on Legal Affairs and Citizen's Rights. The political Affairs Committee had before hand declared it was admissible.

Appointed rapporteur, Mrs M.A. Macciocchi proposed her project in 1982, widely adopted by this Legal Affairs Committee.

On february the 7th 83, the Parliament adopted the "Macciocchi" resolution (cf annex).

Called since then to examine their legislation, no government or member-state Parliament from the Community has completely respected the resolution. Several written questions have been recently tabled to the Council to know whether concrete initiative had been taken by governments. But, paradoxically to Community political wishes, the answers have always been that the problems raised by the Honourable Parliamentaries did not come within the responsibilities of the Legal Affairs Committee.

Following the joint Declaration of april the 5th 1977, a memorandum has been submitted by the Commission in 1979, interpreting the European Convention on Human Rights (1950, applicable to Community member-states).

In 1982, the European Parliament adopted this memorandum. Yet, today, the Council (composed of a minister per government who has powers to take

decisions) has not yet complied with the memorandum which would remove all obstacles to the exercise of unrestricted powers on the part of the Community finally to adopt legislation on this matter.

How could the Community declare itself incompetent in fields ruled by the Treaties it is trying to establish ?

THE COMMUNITY'S LEGAL ORDER

AND TREATIES

The legislative provisions of the member-states in the fields dealt with by the Treaties must be based on the general principles protecting fundamental individual rights and guarantee the recognition of those rights in the application of the Community law.

This brings us to the core of the problem: the national legislations on conscientious objection are a real jumble which leads to objective discrimination, not only between citizens of the same member-state, but, between groups of citizens from the various member-states too including in the field of implementation of the Treaty provisions (Rome, march 1957).

The compulsory reference to articles 48 on the free^{dom} of labour, the article 50 on the free movement of young people, the articles 118 and 119 on the provisions on social security, are all seriously jeopardized by the complicated coexistence of national provisions which delay thousands of young people on the labour market, who, being conscientious objectors, are penalized in comparison with their own fellow citizens and with other community citizens because of a free decision of conscience which is provided for and guaranteed by the law. All these differences in treatment greatly affect opportunities for vocational training, employment, social security and political and trade union rights.

The existing restrictions in the various legislative provisions on the freedom of conscientious objectors to travel abroad and the fact that no provision is made for alternative service abroad (for example in Third World countries), provide further opportunities for Community action to prevent these discriminations.

This seems to fall squarely within the scope of article 100 of the ECC Treaty that provides the use of directives laying down on Member states the respect of the quoted articles.

ONLY PROMISES !

What is more, in 1984, in Fontainebleau, the Council (whose power is recognized unlimited as far as development cooperation policy in Third World countries is concerned) hoped that Member states would take steps to encourage young people to participate in projects organized by the Community beyond its borders, and in particular to support the creation of national committees of European volunteers for development, bringing together young Europeans (for example conscientious objectors) wishing to work on development projects in the Third World countries.

THE COMMISSION AT WORK

On september the 17th, 1985, the committee on petitions accepted the petition presented by Mr Olivier Dupuis, and signed by over 13,000 people from different countries of European Community.

In february 1986, this commission decided to draft a report and appointed Mr Rogalla rapporteur (cf annexe: draft resolution presented on may 29th 1986). (*)

The committee on Legal Affairs and Citizens Rights was called to give its advice about a new report presented by Mrs Bonino (NI, I) on the draft resolution (the report was adopted unanimously on march 87). This motion for resolution must now be examined again by the committee on Petitions, in order to be handed over for the debate and the vote in plenary sitting of the European Parliament (probably in 1987), and will be after handed over to the Commission or the Council. The ministers will then have to decide whether to stop or not a Community directive, which can compell Member states to respect the Parliament's resolution.

* Mr Rogalla (S, RFA) is now substituted by Mr Hitzgrath (S, RFA)

resolution on conscientious objection of 1983

The European Parliament,

- having regard to Article 9 of the European Convention on Human Rights, which guarantees the right to freedom of thought, conscience and religion,
 - having regard to Resolution 337 (1967) and Recommendation 816 (1977) of the Consultative Assembly of the Council of Europe on the right of conscientious objection,
 - having regard to the laws of the Member States of the European Community concerning the right of conscientious objection,
 - having regard to the case law of the Court of Justice of the European Communities and the Joint Declaration of Parliament, Council and Commission¹ in which these institutions stressed the prime importance they attach to the protection of fundamental rights as derived in particular from the European Human Rights Convention,
 - having regard to motions for resolutions Doc. 1-796/80, Doc. 1-803/79 and Doc. 1-244/80,
 - having regard to Petitions Nos 14/80, 19/80, 26/80 and 42/80,
 - having regard to the report of the Legal Affairs Committee and the opinion of the Political Affairs Committee (Doc. 1-546/82),
1. Recalls that the right to freedom of thought, conscience and religion is a fundamental right;
 2. Notes that protection of freedom of conscience implies the right to refuse to carry out armed military service and to withdraw from such service on grounds of conscience;
 3. Points out that no court or commission can penetrate the conscience of an individual and that a declaration setting out the individual's motives must therefore suffice in the vast majority of cases to secure the status of conscientious objector;
 4. Stresses that the performance of alternative service as provided for in Resolution No. 337 (1967) of the Consultative Assembly of the Council of Europe may not be regarded as a sanction and must therefore be organized in such a way as to respect the dignity of the person concerned and benefit the community, particularly in the social field and in the field of aid and development cooperation;
 5. Considers that the duration of such alternative service when carried out within a civil administration or organization should not exceed the period of normal military service including military exercises following the period of basic military training;
 6. Emphasizes the need to approximate the legislation of the Member States of the Community governing the right of conscientious objection, the status of conscientious objector, the procedures to be applied and alternative forms of service;
 7. Stresses the need for the procedures to be designed in such a way that they involve no additional waiting period and administrative complications as is often the case at present;
 8. Calls on the governments and parliaments of the Member States of the Community to examine their respective legislation in this field;
 9. Supports efforts to include a right of conscientious objection in the Convention on Human Rights;
 10. Instructs its President to forward this resolution to the Commission, the governments and parliaments of the Member States, and the Parliamentary Assembly of the Council of Europe.

SOME EXTRACTS FROM Mrs BONINO'S REPORT , FOLLOWING THE LEGAL AFFAIRS COMMISSION ADVICE :

" It's important to question ourselves on the fact that the elaborated and proposed principles in this matter have not been followed since the vote of the "Macciocchi" resolution on feb. 17th 1983. The European Council, approving the "single act", preceded it with a preamble affirming in particular that the Member states and institutions of the European Community have decided to promote together democracy.

Basing it on the fundamental rights established by Member states constitutions, by the European Convention on Human Rights and by the European Social Charter, it's no longer possible to deny the competences given to European Communities in the field of functional rights.

But, if conscientious objection as such can not be initially the matter of a community decision, consequences of the uneven and very differentiated situations of conscientious objection within Member states, are enough to say that certainly this situation strikes a blow at rights which are in the field of Community responsibilities.

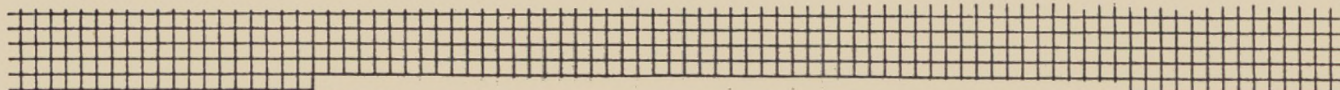
Indeed, the freedom of movement and non-discrimination are neither respected, nor guaranteed by certain status which govern conscientious objection. In many cases, the duration of civilian service is twice the duration of military service without mentioning Greece where the right of conscientious objection is not even recognized.

After the examination of existing legislations, we can clearly see that the present situation is particularly unsatisfying because it forms several categories of citizens, if not conscientious objectors, within a same legal space and this in particular with regards to articles 7, 48, 50, 118, 119 guaranteeing freedom of movement and non-discrimination.

if not several categories of conscientious objectors, within a same legal space and this in particular with regards to articles 7, 48, 50, 118, 119 guaranteeing freedom of movement and non)discrimination.

The wording of article 48 on the freedom of movement for young people and workers mentions the possibility to limit the right for law and order, public security and public health reasons. It is quite obvious that the existing limits to the freedom of movement for the objectors do not fall in with these categories...

What about Member states ? (typist note).



The European Parliament,

Draft resolution on conscientious objection of 1987

- having regard to Petition No. 81/85 on conscientious objection lodged by Mr Olivier DUPUIS and 13 000 other citizens of the European Communities,

- having regard to Rule 109(1) of its Rules of Procedure,

A. having regard to the resolution¹ on conscientious objection adopted on 7 February 1983 which laid the foundations for the harmonization of legislation recognizing conscientious objection in the Community Member States,

B. having regard to the fact that some three years after that resolution was adopted no action in this respect has been taken either by the governments of the Member States or by the Commission of the European Communities,

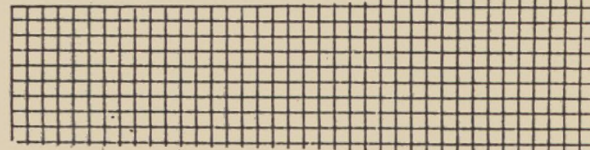
C. believing that the existing inequalities and the sanctions applied by some Member States to conscientious objectors jeopardize the process of European integration,

D. welcoming the statements made by the Commission at the sitting of the European Parliament on 13 November 1985,

E. having regard to the efforts made by the bodies within the European Council to create a right to conscientious objection,

F. aware that the differences and discrimination contained in the provisions on the recognition of conscientious objection and laying down the detailed rules for the performance of alternative civilian service affect the date on which young people start their working life and freedom of movement within the Community and that they heavily influence the opportunities of young people in Europe as regards vocational training, employment, social security, and political and trade union rights,

G. welcoming the statement made by the European Council of 25 and 26 June 1984 in Fontainebleau that it wished for the creation of national committees of European volunteers for development, bringing together young Europeans who wish to work on development projects in the Third World, and welcoming the reports of the ad hoc Committee on a People's Europe and the Conclusions of the European Council in Milan on 28 and 29 June 1985 in which the Commission and the Member States were instructed to take the necessary steps to put into effect the proposals for voluntary work in the Third World,



H. Stressing the need for those performing alternative service to have the opportunity to take part in the development of southern countries of the world and in the struggle against death from starvation and the consequent recognition of the contribution which could be made by conscientious objectors to the reduction of the threats to our security,

I. having regard to the fact that conscientious objection is not an exemption from taking part in the defence of the community but another way of doing so,

1. Calls upon the Member States to take all the necessary steps to amend their legislation to comply with this resolution of 7 February 1983;

2. Calls upon the Commission and the Member States to adopt the necessary provisions to carry out the proposals contained in both reports of the Adonino Committee on the organization of voluntary work in the Third World and in particular on the opportunity of performing civilian service in combating hunger and developing the southern countries of the world;

3. Enjoins the Commission to draw up and the Council to adopt a community directive on the approximation of the national legislation recognizing conscientious objection so that the principles contained in the resolution of the EP of the 7 Feb. 1983 and this resolution become binding on all Member States in accordance with the attached proposal for a directive;

4. Instructs its president to forward this resolution to the Commission, the Council, and the Foreign Ministers and governments of the Member States.

FINLANDE

Une nouvelle loi sur le service alternatif est en application depuis début 87. Cette loi (12.07.85/647) prévue pour une durée de 5 ans (87-91) est un recul considérable par rapport à la situation antérieure.

RAPPEL HISTORIQUE

La conscription a été introduite en Finlande en 1978 à l'époque où la Finlande faisait partie de l'Empire Russe. En 1901, les troupes indépendantes finnoises furent annexées à l'armée russe, dans le cadre de la "russification".

La conscription abolie en 1905 en raison de la résistance passive massive fut réintroduite en 1919 après l'accession à l'indépendance (1917) et la guerre civile (1918).

C'est en 1931 que fut reconnue un service non-armé en dehors du système militaire, par la loi sur le Service Alternatif. Cette loi ne s'appliquant pas en temps de guerre, un certain nombre de pacifistes qui avaient lutté pour l'obtenir (tel Arndt Pekurinen) furent exécutés pendant la seconde guerre mondiale. C'est finalement en 1969 (loi 132) que le service civil fit son entrée (bien que placé sous la tutelle du ministère de la défense jusqu'en 1973).

Inquiétées par le nombre croissant de demandes de statut (1017 en 1979) les autorités militaires chargent en 1979 le Comité Liinamaa d'étudier la possibilité d'une intégration du service civil dans le système de défense. Le rapport qui proposait l'affectation des objecteurs à des tâches de protection civile était un coup de semonce et déclencha une vive réaction des organisations de paix.

VERS LA NOUVELLE LOI

Au début des années 80 la commission chargée de l'examen des demandes de statut commença à rejeter de plus en plus de demandes. Un grand nombre des objecteurs "refusés" persistait. Ceux-ci devaient purger des peines de prison de 9 mois. Amnesty International s'en inquiéta à partir de 1984 et de nombreux objecteurs furent alors adoptés comme prisonniers de conscience. C'est à cette époque aussi que le mouvement objecteur se mit à réclamer un service de paix à la place du "travail d'une année obligatoire et non rémunéré" que le service civil ainsi devenu.

En 1984 encore, les ministères de la défense, de la justice, des affaires sociales, de la santé et du travail durent "plancher" sur une nouvelle loi relative à l'objection de conscience. Comme toujours pour ces questions, le ministère de la défense dicta ses conditions. Leur objectif était de démanteler le service civil tel qu'il était, et de l'inclure dans un système de défense globale (comme le préconisait le rapport Liinamaa quelques années plus tôt).

Préconisant un service dans des unités de premier secours, de sauvetage et dans des brigades de pompiers, le projet de loi fut adopté en juillet 85.

LES POINTS POSITIFS DE LA NOUVELLE LOI

- Les Témoins de Jéhovah sont dispensés de service national.
- Les demandes sont acceptées à tout moment (à partir de l'âge de la conscription).
- Les demandes ne sont plus examinées mais accordées systématiquement.

LES POINTS NEGATIFS

- La durée du service civil passe de 12 à 16 mois.
- Le service civil est militarisé par ses liens implicites aux préparations à la défense totale en temps de guerre. Les objecteurs sont formés principalement à des tâches de premier secours et de protection de la population. L'entraînement est dispensé dans des institutions à caractère de "masse" et régi par des règlements qu'on ne trouve que dans les camps militaires.

L'INSOUMISSION

Ceux qui refusent d'accomplir ces services quels qu'ils soient risquent une peine de prison allant de 10 mois et 20 jours à 15 mois et 20 jours (sentence = 2/3 du service restant à effectuer majorés d'un maximum de 5 mois). Le temps total du service et de la peine effectués ne peut excéder 16 mois.

Jusqu'aux années 80 la plupart des insoumis étaient des Témoins de Jéhovah. Mais la nouvelle loi a déclenché une vague d'insoumission qui croît sans cesse.

La résistance contre la militarisation du service civil et contre la conscription se développe.

FINLAND

Since January 87, a temporary law (1987-1991) on conscientious objection is being enforced in Finland. That new law (12.07.85/647) is a considerable setback in comparison with the anterior situation.

HISTORICAL REMINDER

Conscription was introduced in Finland in 1878 at the time when this country was part of the Russian Empire. In 1901, the Finnish independent troops were annexed to the Russian army, as part of the "russianization" campaign. Due to massive passive resistance, conscription was abolished in 1905 but reinstated in 1919 after the independence (1917) and the civil war (1918).

It is in 1931 that came out the law on alternative service which provided for the first time an un-armed service.

That law did not apply in times of war though and for that reason a certain number of pacifists who had campaigned for it (like Arndt Pekurinen) were executed during W.W.II.

Eventually, in 1969, a truly civilian service came up (law 132) although under the administrative supervision of the Ministry of Defence until 1973.

Concerned about the growing number of conscientious objectors, with 1017 applications in 79, the military authorities assigned the Liinamaa Committee to a study on the feasibility of fitting the civilian service in the total defence system.

The report advocated the appointment of C.O.s to civil defence posts and provoked an outcry from peace organisations.

TOWARDS A NEW LAW

In the early 80's, the commission that examined them started rejecting more and more applications for C.O. status.

A large number of the COs that had been turned down persisted in their refusal of the army and had to go to jail for 9 months. Amnesty International got concerned and in 84 many COs were adopted as prisoners of conscience.

It is around that time that the CO movement began its campaign in favour of a peace service instead of the "one-year compulsory work without pay" which the civilian service had become.

It is in 84 too that the ministries of defence, justice, social affairs, health and labour met to work on a new law on conscientious objection.

As always in these matters, it is the Ministry, of Defence that dictated its conditions. They were aimed at dismantling the civilian service as it stood and including it in the total defence system (as advocated by the Liinamaa report a few years before). The bill stated that COs would serve in first aid rescue, in fire brigades units and was passed in July 85.

POSITIVE ASPECTS OF THE NEW LAW

- Jehovah Witnesses are exempted from doing a national service.
- Applications for CO status are accepted at any time.
- Applications are no longer examined but granted automatically.

NEGATIVE ASPECTS

- The length of the civilian service is of 16 months (instead of 12).
 - The civilian service is implicitly militarized through its links with wartime total defence preparation.
- COs are trained primarily for first aid and population protection. The training takes place in mass-character institutions and is submitted to laws that can only be found in military barracks.

TOTAL RESISTERS

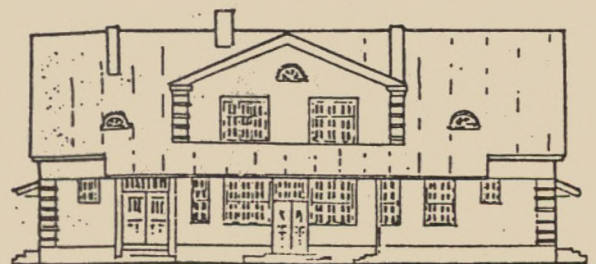
Those who refuse to accomplish a national service whether military or civilian risk a prison sentence between 10 months 20 days and 15 months 20 days. The recipe consists in 2/3 of the remaining time of service to accomplish plus a maximum of 5 months. The total duration cannot exceed 16 months (service plus sentence).

Til the 80's most of the total resisters were Jehovah Witnesses but the new law has "triggered" a growing wave of resistance.

The resistance against the militarization of the civilian service and against conscription is gaining (70 % of the COs took part in a strike on the 7th of January).

sources: Martin Scheinin - Thomas Hackman
in Youth and Conscription

CONTACT: Peace Union of Finland
Rauhanasema-Veturitori
00520-HELSINKI-FINLAND
tel: 358.0.14 13 14



réservisten verweigern l'objection dans la réserve

Spätes Erwachen in der Bundesrepublik (von Bernd Müllender)

Seit Anfang der achtziger Jahre verweigern immer mehr Reservisten der Bundeswehr den Dienst.

"Reserve hat Ruh"

so hieß seit Einführung der Allgemeinen Wehrpflicht in der Bundesrepublik im Jahre 1957 eine beliebte Floskel. Wer entlassen ist aus seiner Militärzeit, der hat Ruhe, dann ist alles vorbei. Schon immer gab es Reserveübungen, manchmal eine Woche oder sogar einen Monat lang (bis zu neun Monaten insgesamt sind möglich), aber davon waren und sind nur die wenigsten Bundeswehr-Reservisten betroffen. "Reserve hat Ruh", diese allgemein bekannte Parole von der Erleichterung, dass alles vorbei ist, hatte durchaus seine Berechtigung.

Seit 1980 aber wollen viele Reservisten von sich aus keine Ruhe mehr haben und keine Ruhe mehr geben. Plötzlich, gerade hatte die NATO die "Nach"-Rüstung beschlossen, meldeten sich mehr und mehr Reservisten der westdeutschen Armee aus ihrer Zivilistenruhe und beantragten die Verweigerung des Kriegsdienstes. Das Recht dazu haben auch Gediente, genauso wie aktive Soldaten. Im Grundgesetz, der bundesdeutschen Verfassung, steht: "Niemand darf zum Kriegsdienst mit der Waffe gezwungen werden." Sie reklamierten das späte Erwachen ihres Gewissens und sagten zur weiteren Mitarbeit schlicht Nein. Nicht mehr mit uns! Wir kündigen! Auf diese Weise verweigerten 4700 Reservisten im Jahre 1980, die Zahl wuchs auf über 6000 im Jahre 1983, und hat sich bis heute bei etwa 4000 im Jahr stabilisiert. Mehr als jeder zehnte Antrag auf Kriegsdienstverweigerung kam zeitweise von einem Gedienten. In der Zeit davor gab es noch nicht einmal im Verteidigungsministerium irgendeine Statistik über verweigernde Reservisten: einige hundert pro Jahr dürften es gewesen sein, mehr nicht. Die Bundeswehr und die wehrbereiten Politiker waren anfangs teils überrascht, teils erbost: was wollen denn diese "Vaterlandsverräter", die doch alles hinter sich haben, alles "Agitation", "Stimmungsmache" gegen die Armee, sinnlose Demonstration.

Die zunehmende Zahl von verweigernden Reservisten erregte Aufsehen. Das konnte natürlich nicht dadurch erreicht werden, dass einige tausend ihre Verweigerungsanträge an die Bundeswehr schickten. Da gab es viel bessere Möglichkeiten: Allüberall in der Bundesrepublik entstanden Ex-Reservistengruppen, die spektakuläre sogenannte öffentliche Verweigerungsaktionen organisierten. Da trafen sich mal ein Dutzend, mal sogar, wie in Köln oder Hamburg, einige Hundert verweigerungswilliger ehemaliger Soldaten und sammelten an publikumsträchtiger Stelle ihre Wehrpässe ein. Diese grauen Militärausweise, die jeder auch nach seiner Entlassung aus dem aktiven Dienst behält, wurden dann entweder per Paket an das Verteidigungsministerium geschickt, oder zu einem Bundeswehramt vor Ort gebracht, manche wurden auch kollektiv verbrannt, manche als Friedensmahnmal in Kunstharz gegossen, manche durch Locken für ungültig erklärt, andere verwurstet. Diese Beispiele, meist über die Medien verbreitet, machten Schule - immer mehr Ex-Reservistengruppen bildeten sich, organisierten auch in kleinen Städten solche Aktionen. Und immer mehr Reservisten begannen darüber nachzudenken, dass sie auch ein kleiner Teil der Nato-Politik sind, dass sie auch ein menschlicher Bestandteil des Rüstungswahnsinns sind - und verweigerten ebenfalls. Im Jahre 1983, während einer "Aktionswoche der Friedensbewegung" war eine öffentliche Verweigerung von Reservisten in Bremen sogar die erste Meldung in der "Tagesschau", der am meisten gesehenen Nachrichtensendung im Fernsehen.

Es ist typisch, dass viele Reservisten erst viele Jahre nach ihrer Entlassung den Dienst verweigern. Als 18- oder 19-jähriger war man hingegangen zum Militär, weil alle anderen auch hingehen. In der Bundesrepublik darf zwar über das Recht auf Verweigerung gesprochen werden, und es gibt viele Initiativen, die Rechtsberatung anbieten und bei der Verweigerung helfen. Aber viele denken nach der Schule oder der Lehre noch nicht über den Militärdienst nach, es ist eben eine Pflicht. Und wenn man es dann hinter sich hat, nach 15 Monaten, wollen die meisten erst einmal nichts mehr vom Thema Armee hören. So gehen oft Jahre vorbei, bis das Nachdenken wieder beginnt. Mit dem "Nach"-Rüstungsbeschluss geschah dies oft gemeinsam. Alle redeten von Abrüstung, rüsteten aber auf, und begannen, für neue Raketen neue Milliardensummen zu bezahlen. Abrüsten - das geht auch einzeln. "Raus aus der Nato" - auch das geht einzeln. Noch heute gibt es Bundestagsabgeordnete der Grünen in Bonn, oder Mitarbeiter der Fraktion, die einmal gedient haben, und bis heute nicht die Konsequenzen aus diesen Jugendsünden gezogen haben.

Wer in der Bundesrepublik als Reservist verweigert, hatte bis 1983, als die konservative Regierung die Macht übernahm, das gleiche Anerkennungsverfahren vor sich wie jeder andere Verweigerer auch: Dieses überbürokratische, typisch deutsche Inquisitionsverfahren, wo die Prüfer zu ergründen versuchen, ob der Antragsteller denn nun ein richtiges oder falsches Gewissen hat. Ende 1983

feierte sich die Kohl-Regierung selbst: sie hatte, sagte sie, diese Prozedur abgeschafft. Das stimmte zum Teil: die meisten Verfahren sollten nun schriftlich ohne Inquisitionsverfahren abgewickelt werden. Aber es blieben Verweigerer zweiter Klasse übrig: Soldaten und eben Reservisten, die müssen nämlich nach wie vor vor die Prüfungsausschüsse. Da müsse man eben etwas genauer prüfen, rechtfertigte sich die Regierung. Das endlich war die Reaktion auf diese Vaterlandsverräter von Reservisten. Und man hatte gleich eine zweite, viel höhere Hemmschwelle aufgebaut: wer seit 1984 als Reservist verweigert, muss fünf Monate staatlichen Zivildienst zusätzlich ableisten. Dieser Doppeldienst hemmte erwartungsgemäß die Bereitschaft nachträglich Nein zu sagen, aber längst nicht so, wie sich das die Militärs erhofft hatten. 4000 Reservistenverweigerer heute sind relativ mehr als 6000 vor vier Jahren. Das Problem Reservistenverweigerung bleibt für die Militärs bestehen. Wehrwilligkeit lässt sich im Zeitalter der Hochrüstung auch durch Strafdienste nicht erzwingen. Viele aus der Reserve werden auch in Zukunft keine Ruhe geben

Bernd Müllender

Bernd Müllender (30 Jahre, Journalist) ist selbst Reservistenverweigerer und als Vertreter der bundesdeutschen Ex-Reservisten-Initiativen Vorstandsmitglied der "Zentralstelle für Recht und Schutz der Kriegsdienstverweigerer aus Gewissensgründen".

EVEIL TARDIF EN REPUBLIQUE FEDERALE (par Bernd Müllender)

"RESERVE HAT RUHE", RESERVE AU REPOS ...

L'objection dans la réserve est apparue en Allemagne fédérale à partir de 1957 juste après l'introduction du service militaire obligatoire. Une expression populaire dit que celui qui a terminé son service militaire est au repos. Pour lui, tout est fini. Pourtant, depuis toujours, les réservistes peuvent être soumis à des exercices militaires allant d'une semaine à un mois (la loi permet une durée totale de neuf mois). Cependant, très peu de réservistes étaient rappelés, d'où l'expression "réserve au repos", mais ceci jusqu'en 1980.

Depuis 1980, beaucoup de réservistes n'acceptent plus cette situation, en repos ou non. Les événements survenus à cette époque et particulièrement les décisions de l'OTAN ("nachrüstung": modernisation des armements nucléaires en Europe) ont suscité de nombreuses réactions. Subitement de plus en plus de réservistes de l'armée allemande ont brisé cette période de repos en réclamant le droit à l'objection de conscience. Ce droit fondamental qui concernent tous les jeunes, même soldat actif ou réserviste. D'ailleurs la constitution en Allemagne précise que personne ne doit être forcé au service militaire contre sa volonté.

Les réservistes, eux, revendiquent l'éveil de leur conscience et disent tout simplement "NON" à la collaboration dans l'avenir. "Plus avec nous ! Nous prenons congé !"

De cette manière 4700 réservistes ont objecté en 1980 et le nombre a augmenté à plus de 6000 en 1983. Désormais, environ 4000 deviennent objecteurs de conscience chaque année, c'est à dire que plus de 10% des objecteurs sont réservistes. Avant 1980, le ministre de la défense n'avait même pas de statistique au sujet des réservistes objecteurs. Il y en avait peut-être quelques centaines chaque année, pas plus. Les militaires et les politiciens ont d'abord été en partie surpris, puis fâchés: "Que veulent ces traites de la patrie qui ont le service derrière eux ? Agitation. Démagogie. Quelle démonstration inutile !"

L'augmentation du nombre de réservistes objecteurs interpella l'opinion publique. Ces résultats ne furent pas atteints seulement par ces quelques milliers de réservistes mais grâce à de nombreuses initiatives prises un peu partout dans la République Fédérale. Des groupes d'ex-reservistes se sont formés pour organiser des actions publiques spectaculaires. Une douzaine, puis quelques centaines de réservistes objecteurs se sont rassemblés spectaculairement dans des lieux publics, à Hambourg et à Cologne, pour se destituer de leur passeport militaire. Ces passeports (gris) que chacun doit garder après son service, ils les ont envoyés en paquet au ministère de la défense, ou emportés au bureau militaire local. Certains les ont brûlés collectivement. D'autres en ont fait un monument de Paix en les insérant dans de la résine synthétique, ou en ont fait des saucissons après les avoir annulés en les perforant... Tout ces exemples se sont propagés dans les médias et de plus en plus de groupes se sont constitués, même dans certaines petites villes,

pour organiser des démonstrations. Les réservistes se sont mis à réaliser qu'ils font partie intégrante de la politique de l'OTAN et de cette folle course aux armements, et eux aussi ont objecté. En 1983, pendant une semaine organisée par les mouvements pacifistes, une objection publique a eu lieu à Bremen et fût présentée largement par la "Tagesschau", le journal télévisé le plus populaire en Allemagne...

Il est typique que beaucoup de réservistes n'objectent que longtemps après leur service.

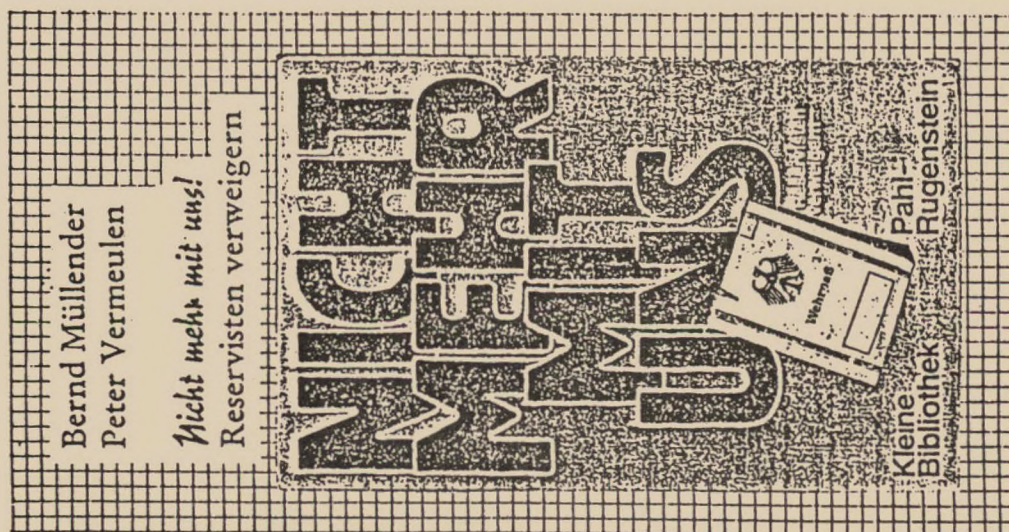
À l'âge de 18 ou 19 ans, les jeunes partent au service militaire parce que beaucoup le font également, bien qu'en RFA il est fait de nombreuses campagnes d'information sur l'objection de conscience et les conditions d'application du service civil ^{ont} acceptables. Après l'école ou l'apprentissage, beaucoup de jeunes ne réfléchissent pas encore au service militaire. Pour eux, le service est tout simplement un devoir. Après l'avoir terminé, au bout de 15 mois, la plupart ne veut plus en entendre parler. Ainsi les années passent jusqu'à ce que la conscience de certains se réveille.

Après la décision de "Naschrüstung", tout le monde parlait de désarmement. La réalité est que la course aux armements s'est poursuivie et que des milliards ont été dépensés pour l'implantation des missiles. Mais le désarmement peut être aussi une démarche individuelle. Même en dehors de l'OTAN, c'est aussi l'affaire de tous! Cependant, on trouve encore aujourd'hui à Bonn des députés du parti des verts ou des employés de cette fraction qui ont effectué un service militaire et qui, jusqu'à présent n'ont pas encore tiré les conséquences de cette erreur de jeunesse.

Jusqu'en 1983, au moment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur, les réservistes qui objectaient se voyaient contraints d'affronter la superbureaucratie allemande et soumis à des examens pour savoir si les motivations qui entraînaient cette prise de conscience étaient valables ou non. En 1983, le gouvernement de Kohl s'est félicité d'avoir aboli cette procédure, mais depuis ...

Aujourd'hui les demandes de statut d'objecteur de conscience doivent être faites par lettres motivées. Mais les soldats et les réservistes qui en font la demande doivent en plus toujours passer devant une commission d'examineurs. En réaction contre ces "traitements de la patrie", le gouvernement prétend qu'un examen précis est nécessaire, et depuis 1985, ils ont placé une barrière encore plus discriminatoire. Comme depuis cette date, le service civil est passé de un mois à cinq mois de plus que le service militaire, les objecteurs réservistes sont obligés d'effectuer ces cinq mois supplémentaires après avoir accompli leur service militaire. Ce "double" service voulait empêcher de dire "NON" après le service militaire, comme les militaires l'espéraient. 6000 il y a quatre ans, 4000 depuis par année, le nombre effectif des objecteurs réservistes croît considérablement et inquiète les militaires. Dans une époque de surarmement, la volonté de faire un service militaire ne peut être étouffée et réprimée par un système pénal. Beaucoup de réservistes ne resteront plus "au repos" dans l'avenir.

(Bernd Müllender, auteur de ce texte et du livre "Nicht Mehr Mit Uns!" est lui-même objecteur réserviste, représentant de l'initiative "Exrèserviste" et membre du comité de coordination: "Zentralstelle für recht und schutz der kriegsdienstverweigerer aus gewissensgründen e.v.").



BERND MÜLLENDER
reservisten verweigern den kriegs.
VAALSER STRASSE 122
D - 5100 AACHEN

Conscientious Objectors defy Spanish law *

We assume that you already know about the situation of conscientious objection (CO) in Spain. The law regulating conscientious objection was approved in December 84, and since then about 16,000 people have been recognised as COs. From Autumn onwards, the Spanish government will try to make us serve a civil service—we will refuse such an obligatory service. The Movimiento Objecion de Conciencia (MOC) has totally rejected the CO law for different reasons. On one hand we do not accept any tribunal that is supposed to judge our conscience, nor do we accept civil service that lasts twice as long as military service and with the same kind of disciplinary regulations etc. On the other hand we want conscientious objection to cause a real debate on militarisation. We want conscientious objection to be a way of civil disobedience to military service. Besides, we believe that the conditions we have in Spain now offer COs a chance to defy conscription.

Since we want to keep the initiative in these decisive months we have worked out a strategy to pressure our government by getting international support on various levels: by lobbying the European Parliament about the situation of the "Prisoners of conscience" in Spain (COs who declare themselves objectors during the military service are being put in prison); by sending letters of protest; and direct action which appeals to the mass media, for instance, traditional street action, occupations of Spanish embassies, consulates and other cities.

We are looking for support. It will be important to start actions by the end of April or beginning of May. There are some members of the MOC who are ready to take part in actions abroad if informed previously (please contact address below). We sincerely believe that whatever happens to conscientious objection in Spain is going to have an impact on future tendencies concerning conscientious objection all over Europe. Thus it will depend on all of us!

Rafa, Movimiento Objecion de Conciencia, Equipo para Relaciones Internacionales, Bakearen Etxea, c/Carniceria Vieja 9-4*, 48005 Bilbo, Spain

Rappel historique

- 1959 Premiers objecteurs de conscience "publics". Témoins de Jéhovah, ils sont condamnés de manière répétée jusqu'à l'âge de 38 ans (fin des obligations militaires).
- 1971 Premier objecteur pacifiste "public", Pepe Beunza. Large soutien international.
- Nov. 75 Mort de Franco.
- 1977 Création du M.O.C. (Movimiento Objecion de Conciencia).
- 1978 La nouvelle constitution espagnole est adoptée. Celle ci stipule "La loi prévoira des garanties satisfaisantes pour l'objection de conscience et dans ce sens exemption de toutes obligations militaires et dans ce cas devra leur substituer un service social".
- 26 décembre 84
Le parlement adopte une loi sur l'objection de conscience.
- 28 mars 1985
Joaquin Ruiz-Gimenez Cortes, le "Defensor del Pueblo" (équivalent du médiateur en France ou Ombudsman dans d'autres pays) introduit devant le "Tribunal Constitucional" un recours en inconstitutionnalité contre la loi de décembre 84.

Le recours

Le Defensor del Pueblo s'appuie entre autres textes sur la Résolution Macchicocchi pour dénoncer: -la durée discriminatoire du service civil qui est de 18 à 14 mois au lieu de 12 mois pour le service militaire.

- le rôle du Conseil National de l'Objection de Conscience (C.N.O.C.) qui accorde ou non les demandes de statut d'objecteur

Le C.N.O.C. est composé d'un magistrat, de représentants des ministères de la Justice, de la Défense, d'un ancien objecteur désigné par le ministre de la Présidence et d'un autre membre lui aussi désigné par le ministre de la Présidence.

- le fait que les demandes de statut ne soient pas acceptées à tout moment, y compris pendant le service militaire (à ce sujet, voir les cas mentionnés plus loin).

Le Defensor del Pueblo soulève d'autre part deux points primordiaux pour le droit à l'objection de conscience (et cela n'est pas valable que pour l'Espagne).

-Si l'objection est bien l'exercice d'un droit fondamental, le C.N.O.C. ne peut qu'en prendre acte, il est hors de question que l'objecteur

. FRANCISE ALEXANDRI MUCHART; après avoir allégué d'une myopie (plus de 4 dioptries) pour solliciter l'exemption au service, celle-ci est refusée et il est donc déclaré apte. Après de nombreuses démarches et vicissitudes, il est recherché comme déserteur et finalement arrêté. Depuis lors il est incarcéré à la prison militaire de BRUC avec une situation qui se complique puisque les militaires essayent de changer le motif du délit en refus d'accomplir le service militaire; la peine est donc plus élevée.

CONTACT :

CASERNA DEL BRUC
CALABOS REGIONAL
AV. DE LEXERCIT, 1
08034 BARCELONA

. MIGUEL RODRIGUEZ MENDEZ incorporé lors de la levée R/86, ne s'était pas déclaré avant comme objecteur par manque d'information. Lors d'une permission après deux mois de service, il décide de ne pas retourner à la caserne. Après quoi, il décide de se présenter à la Garde Civile et à se déclarer objecteur. Après sa comparution devant le Gouvernement Civil il est conduit au C.I.R. de Rubasa et ensuite à Lorca où il se déclare objecteur accusé de désertion et autres désobéissances. Sous de constantes pressions et menaces, il est conduit à la prison de Cartagene où il est toujours en détention.

CONTACT :

PRISON MILITAR DE GALERA
CARTAGENA
MURCIA

. ENRIQUE JIMENEZ MARTINEZ a aussi refusé de réintégrer la caserne après avoir constaté l'incompatibilité de ses idées avec celles de l'armée. Il fait diverses démarches pour régulariser sa situation y compris un recours devant le Defensor del Pueblo (espèce d'OMBUDSMAN). Mais après une série de propositions qu'il juge négatives, il continue à être insoumis. Son cas a eu un certain écho grâce à un reportage de l'hebdo DIARIO 16. L'histoire des objecteurs continue de s'amplifier avec de nouveaux noms :

M.M. ODRIOZOLA, J.C. SANCHEZ LAUZERIKA, V. DE LACALLE, A. BONILLA, M.A. BADIOLA, F. X. ROCA, P.C. BENAVENTE, J.Me. CORTAZAR, R. JORDANA, J. PUERTO, ...

C.N.T. 87 - PEPSE

La Objecion

2.000 escritos en contra del Consejo Nacional de Objeción de Conciencia

8/7/85

R. G., Madrid
Cerca de 2.000 objetores de conciencia han hecho entrega de un escrito colectivo en contra de la ley que regula la objeción en España, según fuentes del Movimiento de Objeción de Conciencia (MOC) que han celebrado, este fin de semana en Madrid, una asamblea estatal. El escrito, dirigido al Consejo Nacional de Objeción de Conciencia (CNOC), órgano regulador de la ley, muestra su rechazo por la función del CNOC y por el contenido de la citada ley, que, según el MOC, no reconoce plena-

mente el derecho a la objeción y establece una prestación social sustitutoria que está en contra de las convicciones del objetor.

En el escrito se manifiesta el derecho del objetor a no declarar el porque de su objeción, "toda vez que nadie puede ser obligado a declarar sobre su ideología, religión o creencias", amparándose en el artículo 16.2 de la Constitución.

La Asamblea del MOC trató asimismo la situación en que se encuentra el soldado Manuel María Odrizola, que se declaró objetor de conciencia durante el

cumplimiento del servicio militar y que tiene planteado un recurso ante la Audiencia Nacional. Odrizola fue el primer soldado que, el pasado mes de mayo, hizo uso de la objeción sobrevenida (cuando se hace durante el cumplimiento de la *mité*), desde la aprobación de la ley de Objeción de Conciencia. El Defensor del Pueblo ha recurrido ante el Tribunal Constitucional determinados artículos de la citada ley de objeción por si pudieran ser inconstitucionales, entre los que se encuentran el de la objeción sobrevenida.

CONSTITUCION ESPAÑOLA

1978



SECCION 2:

De los derechos y deberes de los ciudadanos

Artículo 30.

1. Los españoles tienen el derecho y el deber de defender a España.
2. La ley fijará las obligaciones militares de los españoles y regulará, con las debidas garantías, la objeción de conciencia, así como las demás causas de exención del servicio militar obligatorio, pudiendo imponer, en su caso, una prestación social sustitutoria.
3. Podrá establecerse un servicio civil para el cumplimiento de fines de interés general.
4. Mediante ley podrán regularse los deberes de los ciudadanos en los casos de grave riesgo, catástrofe o calamidad pública.

Servicio militar y objeción de conciencia

ait à demander à être reconnu comme tel.

-Il est inconstitutionnel de donner pour référence au service civil les conditions en vigueur pour le service militaire, le service civil devant être totalement sans relation avec le service militaire.

Les enjeux

Fin juin ou à la rentrée, le Tribunal Constitutionnel rendra sa décision. Certains points de la loi seront certainement déclarés inconstitutionnels. La loi remaniée ne sera pourtant selon toute vraisemblance pas encore satisfaisante pour la majorité des objecteurs.

Préparée en 1984, cette loi est déjà démodée avant d'être appliquée. Des milliers d'objecteurs ont décidé en s'appuyant sur les travaux du Parlement Européen, du Conseil de l'Europe et de l'O.N.U. de la rejeter. Pourquoi devraient-ils accepter une loi rétrogradé pour ensuite devoir lutter pour la faire progresser.

Contrairement aux législateurs, ils retiennent les leçons et ont vu ce qui s'est passé dans certains pays (en France par exemple) où il faut des années pour changer une loi qui a été votée.

Ces objecteurs ne demandent pas une faveur, ils demandent simplement le respect de leur conscience.

Contrairement à une image encore trop répandue, il n'y a pas chez les objecteurs que des individus qui veulent choisir la croix qu'ils devront porter, il en est aussi qui ne veulent pas porter de croix...

Contacts: Movimiento de Objecion de Conciencia-Desengano 13, 1° izq-
28004 Madrid

et M.O.C.-Bakearen Etxea c/Carniciera Vieja 9-4° 48005 Bilbo


Tel 34/4/4153772



de Conciencia

A "new" independent peace group is gaining ground in Poland. It was formed in 1985, following a wave of actions to free Marek Adamkiewicz (who had refused to take the military oath). They are now campaigning openly to obtain an alternative service for conscientious objectors (among other things). They successfully organized an international seminar (May 7-9). Their name? *Wolność i Pokój* (WIP-Freedom and Peace).

Międzynarodowe
seminarium
pokojowe
Warszawa 7-9.V.



"Wolność i Pokój"

WARSAW SEMINAR DEFIES GOVERNMENT BAN

War Resisters' International's representative in Warsaw reports: Warsaw, May 7-9, was the setting for a historic nonviolent action. In the face of government denunciation, obstruction and repression, an illegal seminar took place openly—in the full glare of TV cameras and with reporters from the International press—and bringing together peace and human rights activists from 16 countries. Organized by the Warsaw group of *Wolność i Pokój* (Freedom and Peace—WIP), this event in a church basement, eclipsed the state fanfares and banners greeting General Jaruzelski's latest peace proposals.

At his weekly press conference, Polish government spokesman Jerzy Urban had denounced the seminar as illegal and anti-communist. Three of the four churches which originally agreed to host the seminar withdrew. A total of 21 western peace activists were denied visas to Poland—including Michael Randle, Mary Kaldor and Steven Drown from Britain and Mient Jan Faber from the Netherlands—and one person was turned back at Warsaw airport. Around Poland, 20 activists in WIP were detained to prevent their participation.

Yet remarkably this seminar took place, western peace workers joining not only with members of WIP and representatives from Charter 77 (Czechoslovakia) and Ljubljana Peace Movement Working Group (Slovenia), but also with members of the church congregation and some prominent figures from Solidarnosc days.

That around 50 activists from western peace movements travelled to Warsaw to take part is testimony to the excitement WIP has generated around the world since its inception two years ago. In all, around 200 people attended. It also marks a new high point for the recognition that peace movements first of all have to be freedom movements—that peace depends on people's freedom to protest.

From the platform created by this action came resounding statements calling:

- for Soviet military withdrawal from other Warsaw Treaty countries and US military withdrawal from Europe;
- for the dissolution of NATO and the Warsaw Treaty Organisation;
- for the phasing out of all those who have gained further credibility in those circles by holding this seminar. The remaining structures of Solidarnosc have lost the organic link with the workplace, and—after initial scepticism—now welcome WIP and recognise it as opening new arenas for struggle; but it is too soon to tell whether WIP can reach and involve wider sections of Polish society.

At the close of the seminar we went to Father Popieluszko's grave—participants from country laying flowers at a tomb surrounded by

nuclear energy—civil and military. Some of the words were familiar, but this context gave them a new authority: for instance, the call for the right to conscientious objection was sent by the East German group "Peace and Human Rights". Unable to attend in person, their statement—objecting to the use of Warsaw Treaty Organisation troops against member-states—demonstrated that there are convergences in thinking not only between east and west independent peace groups, but also within Eastern Europe itself. Eastern Independents are developing their own peace agenda—an agenda which takes as its starting point the idea that peace is a social question and requires radical social changes.

The formal discussions had four themes:

- a new date, discussing the memorandum giving real life to the Helsinki accords;
- peace and human rights;
- personal responsibility for peace—discussing conscientious objection and nonviolence;
- ecological questions after Chernobyl.

Campaigning on conscientious objection and a range of ecological issues, WIP activists seem fascinated by the concept of nonviolence and pacifism, eager to know how we interpret these concepts. Their courage and energy are infectious: new groups are springing up all over Poland—each taking its own distinctive character and each seeming to be prepared to exercise the long lost right to protest on almost every issue that presents itself.

WIP's standing is now high among the democratic opposition, and they symbols of Poland's yearning for peace and human dignity.

On Sunday, May 10, several western participants joined WIP members in travelling south to march to another grave: that of Otto Schimak, a soldier of the Wehrmacht, executed for deserting rather than killing Poles.

Contact: WIP Warsaw, Jacek Czuputowicz, 00678 Warsaw ul. Wilcza 43/8, Poland and WIP Wrocław, Leszek Budrewicz ul. Swidnicka 6/7 50067 Wrocław, Poland.

Military service in Poland is, as the Constitution phrases it, "an honourable duty" of every man of eighteen years and over. It takes two years to fulfill the general conscription requirement, three years in the Navy. Students are trained during their studies. After graduation, they are sent to reserve officer cadets schools, where they take the military oath and then serve in respective units for about nine months. Medical students undergo a training program and take the oath in the course of their studies.

Aside from those with impaired health, only persons who are sole breadwinners in a family, the only ones available to run a farm, or coal miners, may be exempt from military service. According to an agreement between the government and the Episcopate, seminarists are not being drafted. Normally, art schools graduates do not have to serve the usual post-graduation one-year term, either.

Instead of serving in the regular military, draftees can do 24 months service in Civil Defense units. During this period, they wear in uniform and live in barracks; they undergo defense training /some with guns/ and take an oath. In time of peace, the Civil Defense units are usually used to counteract the effects of natural disasters; in practice, however, they are used as free labour in factories.

There is also the possibility of doing alternative service as a social worker in the Health Department or in the Environment Protection Service. This lasts twenty four months, and is more like civilian life. The work pays approximately 800 zł a month. A person may be detailed for the Civil Defense or any other form of alternative service only if allowed by the draft board.

Five years' imprisonment is the penalty for refusing military service, and those who "persistently evade" the draft are liable to a ten-year sentence. Up to the middle of 1986, the authorities had not considered any alternative form of military service. There were only a few cases where conscientious objectors were allowed to do service without taking the oath; in all the remaining cases, they were put in jail.

SERMENT MILITAIRE

Moi, citoyen de la République populaire de Pologne, servant dans les rangs de l'Armée polonaise, fais le serment à la nation polonaise d'être un soldat honnête, discipliné, courageux et vigilant, d'obéir exactement aux ordres transmis ainsi qu'aux prescriptions réglementaires, de préserver strictement le secret militaire et d'état, et de ne jamais ternir l'honneur et la dignité du soldat polonais.

Je fais le serment de servir de toute mes forces ma patrie, de défendre sans relâche les droits du peuple travailleur garantis par la Constitution, d'assurer inflexiblement la garde du gouvernement populaire, de rester fidèle à la République populaire de Pologne,

Je fais le serment de défendre sans relâche la liberté, l'indépendance et les frontières de la République populaire de Pologne face aux tentatives de l'impérialisme, d'assurer fermement la garde de la paix en alliance fraternelle avec l'Armée soviétique et les autres armées alliées, et de ne pas, en cas de nécessité, préserver ni mon sang ni ma vie, de lutter vaillamment pour la défense de la patrie, pour la cause sacrée de l'indépendance, de la liberté et du bonheur du peuple.

Si je devais manquer à mon serment solennel, si je devais faillir à l'obligation de fidélité à la patrie, que je sois puni de la main sévère de la justice populaire.

Loi du 22.XI.1952 sur le serment militaire

"I, a citizen of the Polish People's Republic, joining the ranks of the Polish Army, pledge to the Polish Nation to be an honest, valiant, and vigilant soldier, to rigorously carry out my superiors' orders and the provisions of regulations, to strictly keep military and State secrets, and never to tarnish the honor and dignity of the Polish soldier.

I promise to serve my Homeland to the best of my ability, to steadfastly defend the rights of the working class enshrined in the Constitution, to relentlessly safeguard People's Power, and to remain faithful to the Government of the Polish People's Republic.

I promise to steadfastly protect the freedom, independence, and borders of the Polish People's Republic against imperialist encroachment, to relentlessly safeguard peace in the fraternal alliance with the Soviet Army and other allied armies, to valiantly fight in the defense of the Homeland, for the holy cause of independence, freedom, and happiness of the people.

Should I, disregarding this solemn oath of mine, fail the obligation of faithfulness to the Homeland, may the severe hand of the justice of the people strike me".

/The currently binding form of the military oath/



DZIENNIK USTAW

POLSKIEJ RZECZYPOSPOLITEJ LUDOWEJ

WARSZAWA, dnia 6 sierpnia 1979 r.

Nr 18

TREŚĆ:
POLI

OBWIESZCZENIE

III — Ministra Obrony Narodowej z dnia 6 lipca 1979 r. w sprawie ogłoszenia jednolitego tekstu ustawy z dnia 21 listopada 1967 r. o powszechnym obowiązku obrony Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej. 245

EXTRAITS DE LA LOI POLONAISE CONCERNANT LE SERVICE MILITAIRE ET LE SERVICE DE REMPLACEMENT.

Journal Officiel, date : 6 sierpnia 1979

DZIAŁ V

Zastępcza służba poborowych.

Art. 135. Obowiązkowi odbywania zastępczej służby poborowych podlegają w czasie pokoju poborowi uznani za zdolnych do służby wojskowej, którzy:

- 1) nie korzystają z odroczenia zasadniczej służby wojskowej,
- 2) nie mogą odbywać służby wojskowej z przyczyn niezależnych od organów wojskowych,

jeżeli zostali przeznaczeni przez wojskowego komendanta uzupełnień do pełnienia tej służby na swoją prośbę

Art. 136. 1. Zastępcza służba poborowych polega na wykonywaniu prac w zakładach społecznych służby zdrowia, zakładach opieki społecznej, zakładach ochrony środowiska naturalnego oraz w innych zakładach użyteczności publicznej.

2. Poborowi odbywający zastępczą służbę mogą być skoszarowani.

3. W czasie odbywania zastępczej służby poborowi podlegają szkoleniu obronemu według programu ustalonego przez Szefa Obrony Cywilnej Kraju.

Art. 137. 1. Czas trwania zastępczej służby poborowych wynosi dwadzieścia cztery miesiące.

2. Ogólny nadzór nad odbywaniem zastępczej służby poborowych sprawuje Minister Pracy, Plac i Spraw Socjalnych w porozumieniu z Ministrem Obrony Narodowej.

SERVICE DE REMPLACEMENT DES CONSCRITS

art. 135 : Sont soumis au service de remplacement en temps de paix, les conscrits reconnus aptes au service militaire qui :

- a) ne bénéficient pas de sursis du service militaire;
- b) ne peuvent pas faire le service militaire pour des raisons indépendantes des autorités militaires;

S'ils ont été destinés par le commandant militaire à remplir ce service à leur demande.

art. 136 : 1. Le service de remplacement consiste en un travail dans les institutions de la Santé, de l'Assistance sociale, de la Protection du milieu naturel ainsi que dans d'autres institutions d'utilité publique.

2. Les conscrits qui remplissent le service de remplacement peuvent être mis en caserne.

3. Durant le service de remplacement les conscrits sont soumis à la formation de la défense selon le programme établi par le Chef de la Défense Civile du Pays.

art. 137 : 1. La durée du service de remplacement est de 24 mois

2. La tutelle du service de remplacement est exercée par le Ministre ayant dans ses compétences : le travail, les salaires et les affaires sociales; conjointement avec le Ministre de la Défense Nationale.

Le communiqué (à gauche) de l'A.F.P. envoyé suite à la conférence de presse du général Jarosław Bielecki du 19 janvier 87 a laissé croire que la situation des objecteurs de conscience polonais qui réclament un service alternatif était réglée. En fait, la loi existe depuis 1979 (voir ci-dessus) mais n'était appliquée jusqu'ici qu'aux personnes qui avaient des problèmes de santé. Comme le faisait remarquer J. Czaputowicz un des animateurs de WIP, ce qui est important est que le pouvoir se soit prononcé sur la question et ait, par exemple "avoué" qu'il y avait entre 100 et 300 individus qui chaque année pour des raisons religieuses refusaient le service militaire. Il reste à voir si les provisions de la loi seront appliquées systématiquement aux objecteurs de conscience.

GLGL
FRAD332 4 1 0363 FRA /AFP-BH83
Polono-Armée

Les objecteurs de conscience ne seront plus déferés en Justice

VARSOVIE, 17 Jan (AFP) — Les objecteurs de conscience en Pologne pourront désormais accomplir leur service militaire dans le civil alors que jusque-là présent, tout conscrit refusant de répondre à l'appel sous les drapeaux ou de s'aligner au récépissé en vicieux dans l'armée était déferé en Justice.

Le colonel Jarosław Bielecki, membre de l'état-major des forces armées polonaises, l'a laissé ouvertement entendre vendredi au cours d'une conférence de presse avec des journalistes polonais et dont l'agence de presse PAP a diffusé un large compte-rendu.

Abordant un sujet tabou, le colonel Bielecki a reconnu qu'il y avait en Pologne des jeunes — entre 100 et 300 chaque année, selon le quotidien *Życie Warszawy* — qui refusaient d'accomplir leur service militaire en raison de leurs convictions religieuses. Ils étaient alors pratiquement déferés devant le tribunal et passibles de six mois à 5 ans de prison.

Ces dispositions existaient auparavant mais n'étaient appliquées qu'aux seuls appelés adonnés physiquement ou mentalement alors que les prêtres (envisagés par le colonel Bielecki) donnent à penser que peuvent désormais en bénéficier des objecteurs de conscience.

Les déclarations du colonel Bielecki, auxquelles les mass-media polonais ont réservé une large publicité, revêtent une importance particulière pour le mouvement indépendant *École-pacifiste Liberté et Paix (WIP)* dont les membres refusent de se soumettre au récépissé militaire. Beaucoup d'entre eux ont été condamnés par le passé pour avoir refusé de prêter le serment oblatatoire qui fait référence à "l'alliance fraternelle avec l'armée soviétique".

Elles sont également significatives pour les témoins de Jéhovah qui ne veulent pas porter les armes et dont plusieurs membres sont actuellement incarcérés, selon des sources officielles.

Le principal animateur de *Liberté et Paix*, M. Jacek Czaputowicz, un économiste de 29 ans, a déclaré à l'AFP que les propos du colonel Bielecki étaient "très encourageants" pour l'ensemble des jeunes Polonais refusant de porter l'uniforme pour diverses raisons.

MK/dl
AFP 171849 JAN 87

"THAT'S NOT THE WAY IT IS"

An interview with Jacek Czaputowicz

Q: The social and economic situation is hopeless, and you engage in such exotic matters as military service or the oath. Don't you think it's an exaggeration? A bit of moral luxury...

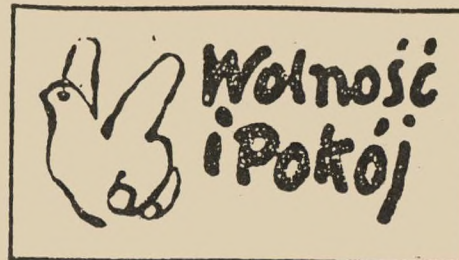
A: That's not the way it is. The movement came out after Marek Adamkiewicz was arrested for refusing to take the oath. There had been several such cases before /e.g. the present R&P activists - Roland Kruk and Leszek Budrewicz/, but no one had been put in jail. Adamkiewicz was, with common criminals. We had to get him out. He was a prisoner of conscience, a political one, though this wasn't obvious to everyone. Some people said, "Well, he's not altogether a political prisoner since he wasn't jailed for union activity". Others claimed that the army is absolutely untouchable, a sacred thing. Most people, especially the elder generation thought we were bound to fail. Actually, even though I am an optimist, I couldn't entirely believe that we'd succeed. The party would give up anything but the army. Hands off! Marek was supported mainly by his friends from NZS /Independent Student Association/. We were faced with the choice of taking up a hunger strike for Adamkiewicz's sake only, or demanding the release of political prisoners in general. We decided - and this still is our strategy - that concrete examples are most important. Hence, the one-week hunger strike was waged in Podkowa Leśna - just for the release of Adamkiewicz.

Q: Is it practical now to dwell on matters related to the army? Ideological declarations are also included in the vows that students and scouts take. Shouldn't you consider these as well, for moral purity's sake?

A: I wouldn't dwell too much on morality. We don't aim at being only a movement of "the morally pure". And as far as I know, no one has ever been jailed for refusing to take the students' vow, whereas this is the case when you refuse to do military service or take the swearing the oath. That's the difference. Apart from Adamkiewicz, some twelve people were locked up for this, and they were given serious sentences.

Q: Do you persuade people to refuse taking the oath, or perhaps point at the immoral aspect of such declarations?

A: I'll tell you what it's like. A guy comes and says, "Listen, well, I'm sort of...er...drafted. Maybe I should refuse the oath?" And we say, "Don't make a fuss. Just go and take the oath". Why? Because the risk is too big - not for us, certainly, but for him. Refusing the oath or service in general must be a free choice; no one may be forced to do it. What is the alternative? This is what it was till now, anyway, for recently /in the last few days/ things start to change. If you don't take the oath, you will spend three years in jail with criminals. No one can take this responsibility for someone else. There are pretty dramatic situations. Adam Słowik, for instance, refused to take the oath and, as a punishment, was transferred to the "old army", the one composed of previous draftees. He was humiliated there. Terrible things happened, though in fact they were quite normal for a "greenhorn"... He was forced to pick up excrements with his hands, things like that. After two days, he took the oath, but then broke out and went into hiding. He got in touch with someone from "R&P". We told him, "Turn yourself in. How long can you hide? You'll work off that stuff and you'll be through". But he was determined. He went to the prosecutor's office and said he had been forced to swear the oath. He described everything: The oath had been extorted, so it was not valid, he claimed. They sent him back to his unit. And what happened? On 13 January, he was released because of acne and a personality disorder. Anyway, as you see, we don't push anybody. At most, we popularize certain attitudes.



This interview is taken out of a presentation brochure by "Freedom and Peace" (May 87)

Q: And what about your local achievements?

A: The first one is that people who refused the oath or the military service were released under "amnesty", that they were recognized as political prisoners. A second success is the possibility of doing the alternative service. Up today, the interpretation of the Universal Defense Duty Act assumed that such a possibility could be given to the disabled; at the last press conference of the Ministry of Defense, it was decided that this also would apply to those who refused service for religious reasons. "Religious" can mean moral, political, or conscientious - at least we're going to interpret it this way. Recently, we've made a survey which proves that, as a matter of fact, if someone really insists, he won't be drafted. Here are a few examples: Some people's recruitment cards were taken back only several days before they were to be drafted; some were released just before the oath for health reasons; four guys were offered the alternative service. A few also simply haven't appeared in their units; three months or so have passed, and they're still at large.

Q: How would you account for these changes?

A: Repressions proved ineffective. Refusals of the oath and service continued. On the other hand, the authorities want to improve their image in the West. For this reason, they can't afford to arrest people.

Q: What about the Jehovah's Witnesses?

A: They are still in detention.

Q: Aren't you going to support them?

A: We do support them. Last December 15, "F P" members demonstrated at the Olivia Hall in Gdansk. There was a "Rock for Peace" concert then. They drew out their slogans: "Ro/c/x for Peace" /a play on words: Polish "rok" stands for "year"/ and "Freedom and peace for everybody, the Jehovah's Witnesses, too". They were fined 50,000 zł each. The Jehovah's Witnesses' problem is fairly complicated since they don't want any alternative service. It's a question of principle.

Q: You use rather unconventional methods of protest, unconventional in Poland, at least. You wrap yourselves in banners, you use passive resistance, so that the police have to carry you one by one to their cube. Could you tell me more about it? How do the policemen react to such a strange phenomenon?

A: We reject violence as a matter of principle and the behaviours you have just mentioned belong in that range. As for policemen, they behave in a fair way. They know we'll neither assault them nor try to escape. Besides, in such situations, escaping would often suit the police.

"FREEDOM & PEACE"



On the 1st of June 87, a delegation of women from all the NATO countries arrived in Brussels for meetings with their respective Permanent Representatives (at NATO) and Lord Carrington (General Secretary).

The women urged that: -an INF agreement be adopted immediatly.

-NATO accept the Warsaw Pact's invitation (30 May) to a meeting to discuss military doctrines.

-NATO establish a nuclear free-zone in Central Europe.

They also raised more fundamental questions relating to the change in in political conditions in Europe since NATO was formed. They wanted to know why NATO is not moving towards a commensurate change replacing armed confrontation with political solutions.

The woman said during the press-conference that NATO officials do nothing for security in the accurate sense of the term, and détente. They revel in their own world where there are only 4 women out of 800 "decision-makers" on matters of nuclear armament.

As was pointed out by Cora Weiss (USA), "It is hard to take the toys away from the boys".

Le premier juin 87, une délégation de femmes de tous les pays de l'OTAN est venue à Bruxelles pour y rencontrer leurs ambassadeurs respectifs (auprès de l'OTAN) ainsi que Lord Carrington (secrétaire général).

Les femmes demandaient: -qu'un accord sur les INF soit adopté immédiatement.

-que l'OTAN accepte l'invitation du Pacte de Varsovie (30 mai) à une rencontre pour discuter les doctrines militaires.

-que l'OTAN établisse une zone dénucléarisée en Europe Centrale.

Elles ont aussi soulevé des questions de fond telles que le changement des conditions politiques en Europe depuis la formation de l'OTAN, ou demandé pourquoi l'OTAN ne va pas dans la direction d'un remplacement progressif de la confrontation armée par des solutions politiques.

Les femmes ont aussi souligné pendant la conférence de presse que les "responsables" de l'OTAN ne font rien pour la sécurité au sens propre du terme, ni pour la détente. Ils se complaisent dans leur petit monde où l'on trouve seulement 4 femmes parmi les "décideurs" en armements nucléaires. Comme le soulignait Cora Weiss (USA), "It is hard to take the toys away from the boys".

Entretien avec Margarita Papandreou sur la situation des objecteurs de conscience en Grèce

Nous (le Bureau Européen de l'Objection de Conscience) avons profité de la présence de Madame Margarita Papandreou pour lui poser quelques questions sur la situation des objecteurs de conscience en Grèce. Ces garçons qui ne veulent pas jouer à la guerre...

BEOC: Nous sommes du Bureau Européen de l'Objection de Conscience...

M.P.: Bien, je connais les questions que vous allez me poser. Eh bien je connais le problème et nous sommes très préoccupés par lui. Je suis très préoccupé par lui et nous essayons avec beaucoup d'insistance d'obtenir un changement dans la loi afin de donner aux objecteurs la possibilité d'effectuer leur obligations dans un service social. Nous avons cependant de fortes objections de l'Eglise qui craint que certaines sectes, certains groupes religieux se renforcent par ce biais. Et bien sûr, nous avons des objections en provenance des militaires mais je dirais qu'il y a moins de pression de la part des militaires que de la part de l'Eglise.

Il y a une nouvelle loi prête à être présentée devant le Parlement qui prévoit certains changements dans le système militaire et qui comprend un paragraphe sur la question de l'objection de conscience. Il est prévu

un service social afin de ne plus envoyer les objecteurs en prison. Mais il va falloir lutter; ça ne va pas être facile car malheureusement nous rencontrons une forte opposition.

EBCO: Que pouvons nous faire de l'extérieur en ce cas ?

M.P.: Je pense que ce que vous pouvez faire est d'envoyer autant de lettres que vous le pouvez aux députés du Parlement, aux responsables du gouvernement en exprimant votre inquiétude quand à ce problème qui à votre avis dénie à certaines personnes certains droits humains qui sont leurs.

Plus vous obtiendrez de pression de cette ordre et plus ce sera facile pour nous qui nous battons de l'intérieur.

An interview with Margarita Papandreou on the Greek Conscientious Objectors' situation

We (the European Bureau for Conscientious Objection) took advantage of Mrs Papandreou's presence to ask her a few questions about the conscientious objectors' situation in Greece. Those boys who do not want to play with war toys...

EBCO: We are from the European for Conscientious Objection...

Margarita Papandreou: Well, I know the questions you are going to ask. Right, I know the issue, and we are very concerned about it. I am very concerned about it and we are trying very hard to push for a change in the law in order to give conscientious objectors the possibility to serve their time in social service. But we have objections from the Church who are afraid of certain denomination, other religious groups gaining some strength in this. And of course, obviously we have objections from the military but I would say that we have less pressure from the military than from the Church.

There is a new law ready to be coming into Parliament that is going to make some general changes in the military and there will have a paragraph on the question of C.O.s for them not to be sent to jail and to serve in social service. But it is going to be a struggle, it is not going to be easy, unfortunately we have some strong opposition.

EBCO: What can we do from outside, then?

M.P.: I think that what you outside of Greece can do is to write as many letters as you can to the deputies in Parliament, to administrators of the government over expressing your concern about this issue which you consider denies people certain human rights that they have.

If you get the more of that kind of pressure you can do, the more it will help those of us who are fighting from the inside.



The following extracts are from women during the Athens assembly

"Women for a Meaningful summit", November 1986

Margarita Papandreou, President of the Women's Union of Greece, gave her address by saying:

"I believe that this meeting in Athens may be historical for its plan of action. I believe it is also historical because of the coming together of women from the women's movement and women from the peace movement; women from the superpowers; from the nuclear powers; from the countries of the Five-Continent Peace Initiative and from the Third World. What is clear is that we cannot isolate the issues of equality, development and peace - the themes of the decade of Women - and these are all represented in our assembly Representing the Greek participants, we would like to ask President Reagan and Secretary General Gorbachev to tell us their vision of the world ... You, Mr. President, would you like and support a United Europe? and you, Mr. Secretary, would you release or remove your influence on the Eastern European countries? How about, Mr. Reagan, dismantling the NATO Alliance, on the premise that you, Mr. Gorbachev, would dissolve the Warsaw Pact. Would this be consistent with your vision of the world? Would you both agree that foreign armies on any country's soil is illegitimate? And what does that mean for Cyprus, for Afghanistan, for Cambodia, for Angola, for Nicaragua?"

Cora Weiss from USA, director of Riverside Church Disarmament Program, said:

"... The sky is for heaven. Stars are for children to make wishes by: Star light, star bright, the first star I see tonight; I wish I may, I wish I might, see my wish come true tonight. The sky is not for wars".

Meg Beresford, General Secretary of the British Campaign for Nuclear Disarmament, said:

"Images come to my mind. Two leaders holding our fate in their hands, turning away from each other on a cold wet evening in Iceland. They may be leaders but they are pawns in the hands of the military industrial complex.... As women from many countries we should be taking control of our lives ... we can turn things around in unity - East, West, North and South".

Mme Huannf Gan Ying of the All China Womens Federation said:

"To achieve real peace, it is not enough merely to desire peace. It needs the concrete efforts of people all over the world. Women who make up more than half the world's population are a vital force in safeguarding world peace".

L'OBIEZIONE DI COSCIENZA di *il* prof. GIORGIO GIANNINI
SAGGIO STORICO-GIURIDICO

Le livre se compose de deux parties: dans la première on examine toutes les règles adoptées au niveau international (Conseil de l'Europe, Parlement Européen, ONU ...) et dans la deuxième partie on examine la situation de l'O. de C. au service militaire et du service civil dans plus de 35 pays.

Il est possible de demander une copie du livre en essai à : EDIZIONI DEHONIANE NAPOLI

Via Marachiaro, 38 - 80 123 NAPOLI

A 57 lines la page, le livre vous coute: 22.000 lines
tel: (081) 7694856 - CCP: 12155800



MILITÆRNÆGTELSE
KRIEGSDIENSTVERWEIGERUNG
OBJECCÃO DE CONSCIÊNCIA
OBJECTION DE CONSCIENCIA
OBJECTION DE CONSCIENCE
CONSCIENTIOUS OBJECTION
VAPENFRI TJÄNST
DIENSTWEIGERING
ASEISTAKIELTÄYTYMINEN
MILITÆRNEKTELSE

Il libro che presentiamo è unico nel suo genere per la completezza della trattazione e la vastità della documentazione. Lo riconosce esplicitamente il Padre Ernesto Balducci nella bella Prefazione che ha voluto dedicare al volume.

Nella prima parte l'Autore esamina i vari diritti di libertà che sono a fondamento dell'obiezione di coscienza; riporta le norme adottate da Organismi Internazionali per la tutela dell'obiezione di coscienza; e si sofferma sulle principali decisioni adottate da vari Organismi e Associazioni a favore dell'obiezione di coscienza. Nella seconda parte esamina dapprima la normativa vigente in ciascun paese in materia di obiezione di coscienza e di servizio sostitutivo, analizzando in particolare la procedura per il riconoscimento dello status di obiettore e per lo svolgimento del servizio civile.

Particolarmente ampia è la trattazione della parte relativa ad alcuni paesi: Belgio, Francia, Repubblica Federale Tedesca, Spagna. Molto ampia è anche la parte relativa all'Italia, contenente una particolareggiata "guida al servizio civile", ed un minuzioso excursus storico sulle iniziative attuate per la legalizzazione dell'obiezione di coscienza.

INDICE GENERALE

Prefazione	Pag. 9
Introduzione dell'autore	» 15

LA TUTELA GIURIDICA
DELL'OBIEZIONE DI COSCIENZA

1. FONDAMENTI DELL'OBIEZIONE DI COSCIENZA	
1.1. La libertà di pensiero, di coscienza e di religione	» 25
1.2. La libertà di opinione e di espressione	» 28
1.3. Il diritto alla vita	» 30
1.4. Il diritto all'autodeterminazione	» 31
1.5. Il divieto del ricorso all'uso della forza ed alla guerra	» 31
1.6. Il divieto dell'uso di determinati mezzi e metodi durante la guerra	» 32
1.7. Il divieto del genocidio	» 33
1.8. I principi del Tribunale Militare Internazionale di Norimberga	» 34
2. PROVVEDIMENTI A TUTELA DELL'OBIEZIONE DI COSCIENZA	
2.1. Le decisioni del Consiglio d'Europa del 1967 e del 1977	» 37
2.2. La Risoluzione ONU del 20-12-1978	» 41
2.3. La Risoluzione del Parlamento Europeo del 7-2-1983	» 43
2.4. Il Rapporto ONU del 29-3-1984	» 46
2.5. Le decisioni del Seminario del Consiglio d'Europa del 27-10-1984	» 51
2.6. Risoluzioni e decisioni adottate da Organismi Internazionali	» 58
2.7. Decisioni adottate da Organizzazioni Internazionali	» 61
2.8. Le decisioni di Amnesty International	» 64
3. INIZIATIVE PER IL PIENO RICONOSCIMENTO DELL'OBIEZIONE DI COSCIENZA	
3.1. Proposta di una Carta europea per l'obiezione di coscienza	» 67
3.2. Raccomandazioni formulate da associazioni non governative	» 68

3.3. Risoluzione del Direttivo del Gruppo socialista al Parlamento Europeo	» 71
3.4. Risoluzione approvata dalla Terza Convenzione Europea sul Disarmo	» 73
3.5. Le iniziative al Parlamento Europeo	» 74

L'OBIEZIONE DI COSCIENZA
NEI VARI PAESI

PAESI EUROPEI	
Austria	» 91
Belgio	» 97
Bulgaria	» 109
Cecoslovacchia	» 111
Danimarca	» 115
Finlandia	» 119
Francia	» 123
Gran Bretagna	» 158
Grecia	» 168
Italia	» 171
Jugoslavia	» 213
Norvegia	» 214
Olanda	» 220
Polonia	» 232
Portogallo	» 236
Repubblica Democratica Tedesca	» 245
Repubblica Federale Tedesca	» 253
Romania	» 268
Spagna	» 269
Svezia	» 292
Svizzera	» 298
Ungheria	» 317
Unione Sovietica	» 320
Altri Paesi	» 331
PAESI EXTRAEUROPEI	
Australia	» 337
Canada	» 341
Israele	» 345
Nuova Zelanda	» 347
Paraguay	» 350
Stati Uniti d'America	» 351
Sud Africa	» 360
Altri Paesi	» 371
Conclusioni dell'autore	» 375
Bibliografia	» 382

Międzynarodowe Seminarium Pokojowe Warszawa 7-9 maja 198,

Ruch „Wolność i Pokój”



Collection Number: AG1977

END CONSCRIPTION CAMPAIGN (ECC)

PUBLISHER:

Publisher:- Historical Papers Research Archive

Location:- Johannesburg

©2013

LEGAL NOTICES:

Copyright Notice: All materials on the Historical Papers website are protected by South African copyright law and may not be reproduced, distributed, transmitted, displayed, or otherwise published in any format, without the prior written permission of the copyright owner.

Disclaimer and Terms of Use: Provided that you maintain all copyright and other notices contained therein, you may download material (one machine readable copy and one print copy per page) for your personal and/or educational non-commercial use only.

People using these records relating to the archives of Historical Papers, The Library, University of the Witwatersrand, Johannesburg, are reminded that such records sometimes contain material which is uncorroborated, inaccurate, distorted or untrue. While these digital records are true facsimiles of paper documents and the information contained herein is obtained from sources believed to be accurate and reliable, Historical Papers, University of the Witwatersrand has not independently verified their content. Consequently, the University is not responsible for any errors or omissions and excludes any and all liability for any errors in or omissions from the information on the website or any related information on third party websites accessible from this website.

This document is part of a collection held at the Historical Papers Research Archive at The University of the Witwatersrand, Johannesburg, South Africa.